



**1957-2007 : Happy birthday to EU !
Et maintenant la nouvelle Europe sociale**

**Conférence des leaders,
Berlin le 24 mars 2007**

A l'occasion du 50^e anniversaire du Traité de Rome, les socialistes et sociaux-démocrates demandent à l'Union européenne de mettre sa force au service du progrès de l'Europe au 21^e siècle.

Les succès de l'Union européenne sont nombreux : la paix, l'élargissement, la stabilisation de la démocratie, une prospérité accrue, la cohésion des Etats membres et des régions, la liberté de circulation, le marché unique, la monnaie unique, une législation progressiste en matières sociale et environnementale.

Mais l'Europe se trouve à un tournant. Elle est confrontée à de sérieux défis : la concurrence économique mondiale, les inégalités croissantes en Europe et dans le monde, le vieillissement de la population, les changements climatiques et l'approvisionnement en énergie. L'Europe doit donc faire des choix politiques décisifs pour relever ces défis.

L'immobilisme n'a jamais profité à l'Europe. Elle sera perdante si elle est incapable de répondre efficacement à un monde en mouvement. Nous, socialistes et sociaux-démocrates européens voulons entreprendre ces changements.

Pour les socialistes et sociaux-démocrates, l'économie sociale de marché est une force sur laquelle l'Europe peut bâtir son avenir et nos Etats-providence sont un atout et non un fardeau. Nos valeurs communes de solidarité, d'égalité et de respect de la diversité sont, à nos yeux, les principes qui doivent façonner l'avenir. Notre Europe des 27 constitue une force capable de relever les défis futurs.

La nouvelle Europe sociale, notre projet commun pour renouveler et revitaliser le modèle social européen doit être l'ambition politique de l'Union européenne. L'Europe a besoin de politiques nouvelles pour permettre à chacun de participer et de contribuer à l'intégration européenne et d'en bénéficier. Nous avons besoin de croissance économique, de création d'emplois de qualité, de salaires justes, de nouvelles et meilleures formes de protection sociale et de droits, de politiques actives du marché du travail, d'égalité des chances, de formation continue et de nouvelles manières de concilier vie familiale et vie professionnelle. Si nous faisons les bons choix, nous éviterons le nivellement vers le bas, renforcerons ainsi l'adhésion à l'Union européenne et donnerons de l'espoir aux citoyens à travers le monde.



En s'appuyant sur ses 50 ans d'existence, l'Union européenne doit être plus active et plus efficace pour être à la hauteur de ses responsabilités en Europe et dans le monde.

Elle doit :

- avoir pour objectifs l'éradication de la pauvreté, la croissance économique durable, l'innovation, le plein emploi, la cohésion économique, sociale et territoriale, notamment par une coopération économique plus étroite et des réformes politiques
- défendre les droits fondamentaux en Europe
- renforcer la stabilité, la paix et la prospérité en accueillant de nouvelles nations européennes en son sein, en encourageant des liens plus étroits avec ses voisins
- arrêter et inverser l'évolution des changements climatiques et protéger l'environnement tout en garantissant un approvisionnement en énergie durable et efficace pour l'Europe
- lutter contre le terrorisme et le crime international, la traite des êtres humains et l'immigration clandestine, dans le plein respect des droits fondamentaux
- permettre la pleine intégration des immigrés dans nos sociétés
- être une force pour la paix dans le monde, les droits de l'homme, le dialogue interculturel, le travail décent, le développement et la démocratie et parler d'une même voix plus forte sur les questions internationales
- garantir la sécurité de ses Etats membres et de ses citoyens

Afin de relever ces défis, nous avons besoin d'une Europe politique plus forte, et non d'une Europe plus faible. Une Europe plus forte et unie est également nécessaire pour accueillir de nouveaux Etats membres, à condition qu'ils remplissent les critères d'adhésion.

Mais, nous ne pourrons y parvenir sans un meilleur traité, sans un accord sur les questions constitutionnelles et institutionnelles en suspens. Nous croyons que la Charte européenne des droits fondamentaux offre un nouveau lien entre les citoyens et l'Europe. Le PSE, avec ses partis membres et les gouvernements dans lesquels il est représenté, cherchera à promouvoir, de manière urgente, les changements institutionnels nécessaires dans les traités européens, et dans tous les cas, avant les élections européennes de 2009.

Aujourd'hui, 50 ans après le début de notre projet collectif, les socialistes et sociaux-démocrates européens en appellent à la société civile, aux partenaires sociaux et à toutes les forces de progrès afin de continuer à œuvrer ensemble pour une Union européenne plus démocratique, plus sociale, plus ouverte, plus transparente, plus efficace et plus intégrée au service de ses citoyens.

